

ZERO *livre Rose* TOLERANCE

Corruption, rente et conflits d'intérêts :
comment reconstruire la confiance



**Décryptage des 16 mesures du
deuxième axe du programme
législatif 2026-2031**

SOMMAIRE

Avant-propos - La confiance comme infrastructure démocratique

1. « Zéro tolérance » : une formule forte qui doit devenir une méthode

2. Responsabilité et reddition des comptes : remettre la conséquence au cœur de la gestion

3. Conflits d'intérêts : rendre visible ce qui peut influencer la décision

4. Patrimoine et enrichissement illicite : du déclaratif au contrôle effectif

5. Aides publiques : passer du soutien implicite au contrat explicite

6. Monopoles : le taux de 40 % comme signal politique

7. Conseil de la concurrence et consommateurs : rééquilibrer le marché

8. De l'autorisation au cahier des charges : réduire le pouvoir discrétionnaire

9. « Silence de l'administration vaut accord » : renverser la charge du délai

10. Numériser pour tracer, pas seulement pour dématérialiser

11. Intelligence artificielle : gouverner mieux sans fabriquer une boîte noire

12. Lanceurs d'alerte et institutions de contrôle : protéger ceux qui rendent l'information possible

13. Un rapport annuel d'intégrité : transformer la promesse en tableau de bord

14. Les cinq tests L'ODJ Média pour juger la « zéro tolérance »

Conclusion - De la morale publique à l'ingénierie de la confiance

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN MOTEUR DE RECHERCHE,

mais elle trouve ce
qui compte vraiment.



Chercher n'est pas comprendre.
Nous allons **à l'essentiel.**

W W W . L O D J . M A

NOTE ÉDITORIALE



Ce Livre rose est une publication de la rédaction de L'ODJ Média. Il propose une lecture journalistique, pédagogique et analytique du deuxième axe du programme législatif 2026-2031 du Parti de l'Istiqlal. Il ne constitue ni une publication officielle du Parti, ni une reproduction de son programme, ni un document de campagne produit par le Parti. La version française utilisée est une traduction provisoire de travail et ne se substitue pas au texte source en arabe.



La confiance comme infrastructure démocratique

Après la famille et les protections du quotidien, le troisième Livre rose aborde le deuxième axe du programme : la lutte contre la corruption, la rente et les conflits d'intérêts. Il comprend 16 mesures.

Leur point commun est moins la répression spectaculaire que la réduction des zones grises : mieux définir les responsabilités, rendre les intérêts visibles, encadrer les avantages publics, ouvrir la concurrence, réduire le pouvoir discrétionnaire et publier des résultats.

Cette lecture rejoint le fil politique du discours de présentation : la confiance ne se décrète pas. Elle dépend de la capacité des institutions à démontrer que la règle s'applique, que la responsabilité entraîne des comptes à rendre et que l'accès à l'administration ou au marché ne dépend pas de privilèges invisibles.

L'ODJ Média traite ici les 16 mesures comme un ensemble cohérent, tout en distinguant ce que le programme affirme de ce qu'il reste à documenter : périmètres juridiques, procédures, moyens de contrôle, sanctions, calendrier et indicateurs.



« ZÉRO TOLÉRANCE »

**une formule forte qui doit devenir
une méthode**

Le programme organise cet axe en quatre blocs : responsabilité et reddition des comptes ; concurrence loyale et démantèlement de l'économie de rente ; passage de l'autorisation au cahier des charges ; transparence, numérisation et protection des lanceurs d'alerte.

Cette architecture est importante. Elle signifie que la corruption n'est pas envisagée seulement comme un délit individuel.

Le programme s'intéresse aussi aux conditions qui peuvent favoriser l'opacité : conflits d'intérêts mal définis, privilèges, autorisations discrétionnaires, asymétries d'information ou procédures administratives peu traçables.

La crédibilité de la formule « zéro tolérance » se mesurera donc à la capacité de transformer ces principes en règles applicables, contrôlables et opposables.



RESPONSABILITÉ ET REDDITION DES COMPTES

**remettre la conséquence au cœur
de la gestion**

La première mesure demande d'appliquer strictement le principe de corrélation entre responsabilité et reddition des comptes dans tous les postes de gestion. C'est le socle de l'axe : celui qui décide doit pouvoir expliquer sa décision, en assumer les résultats et répondre des manquements éventuels.

Le défi n'est pas seulement normatif. Une reddition des comptes utile suppose des responsabilités clairement attribuées, des données accessibles, des audits exploitables et des suites connues. Sans cela, le principe risque de rester une formule institutionnelle difficile à vérifier par le citoyen.

Pour L'ODJ Média, l'indicateur pertinent sera simple : peut-on suivre une décision publique depuis son auteur et ses critères jusqu'à son résultat, son évaluation et, si nécessaire, sa correction ?



CONFLITS D'INTÉRÊTS

rendre visible ce qui peut influencer la décision

Les mesures 2 et 3 proposent une loi sur les conflits d'intérêts, la définition des incompatibilités et l'instauration d'une déclaration d'intérêts dont le champ serait élargi. C'est un changement de logique : il ne faut pas attendre qu'un avantage indu soit démontré pour s'interroger sur une situation susceptible d'altérer l'impartialité d'une décision.

Une politique efficace devra définir précisément les personnes concernées, les intérêts à déclarer, les règles de publicité ou de confidentialité, les mécanismes de déport et les sanctions en cas d'omission. Le document de programme n'entre pas dans ce niveau de détail.

La question centrale est celle de la prévention. Un conflit d'intérêts n'est pas nécessairement une corruption avérée ; c'est une situation qui doit être identifiée et gérée avant qu'elle ne fragilise la décision publique.



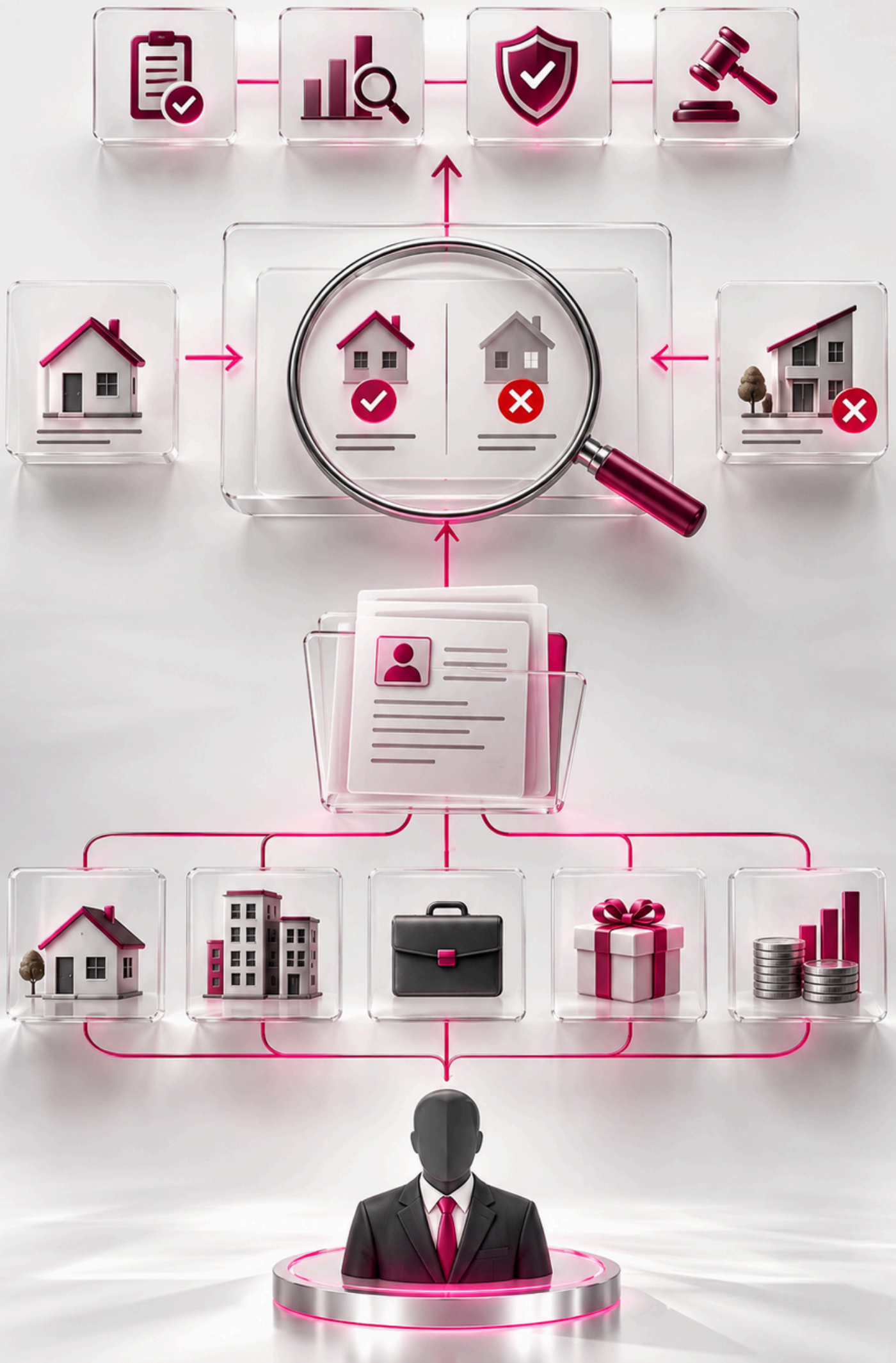
PATRIMOINE ET ENRICHISSEMENT ILLICITE

du déclaratif au contrôle effectif

La quatrième mesure prévoit de renforcer la déclaration de patrimoine et de lutter contre l'enrichissement illicite. Là encore, le mot décisif est « renforcer ». Une déclaration n'a d'utilité que si son périmètre est clair, si elle peut être vérifiée et si les écarts injustifiés entraînent une procédure connue.

Le programme ne détaille pas les modalités de contrôle, l'autorité compétente, la périodicité ou le régime de publication. Ces paramètres détermineront pourtant l'efficacité réelle du dispositif.

Le débat électoral gagnerait donc à déplacer la question de l'intention vers la mécanique : qui déclare, quoi, à qui, à quelle fréquence, avec quel contrôle et quelles conséquences ?



AIDES PUBLIQUES

passer du soutien implicite au contrat explicite

La cinquième mesure veut conditionner le soutien public à des critères clairs et contractualisés.

Elle touche un point sensible de la relation entre l'État et l'économie : subventions, avantages, facilités ou soutiens doivent pouvoir être justifiés par des objectifs et des contreparties.

La contractualisation peut rendre la dépense publique plus lisible : montant, bénéficiaire, objectifs, durée et résultats attendus. Mais elle ne produit de transparence que si les critères sont publics et si l'exécution du contrat est évaluée.

Cette mesure peut ainsi être lue comme un outil anticorruption mais aussi comme une politique d'efficacité de la dépense publique.



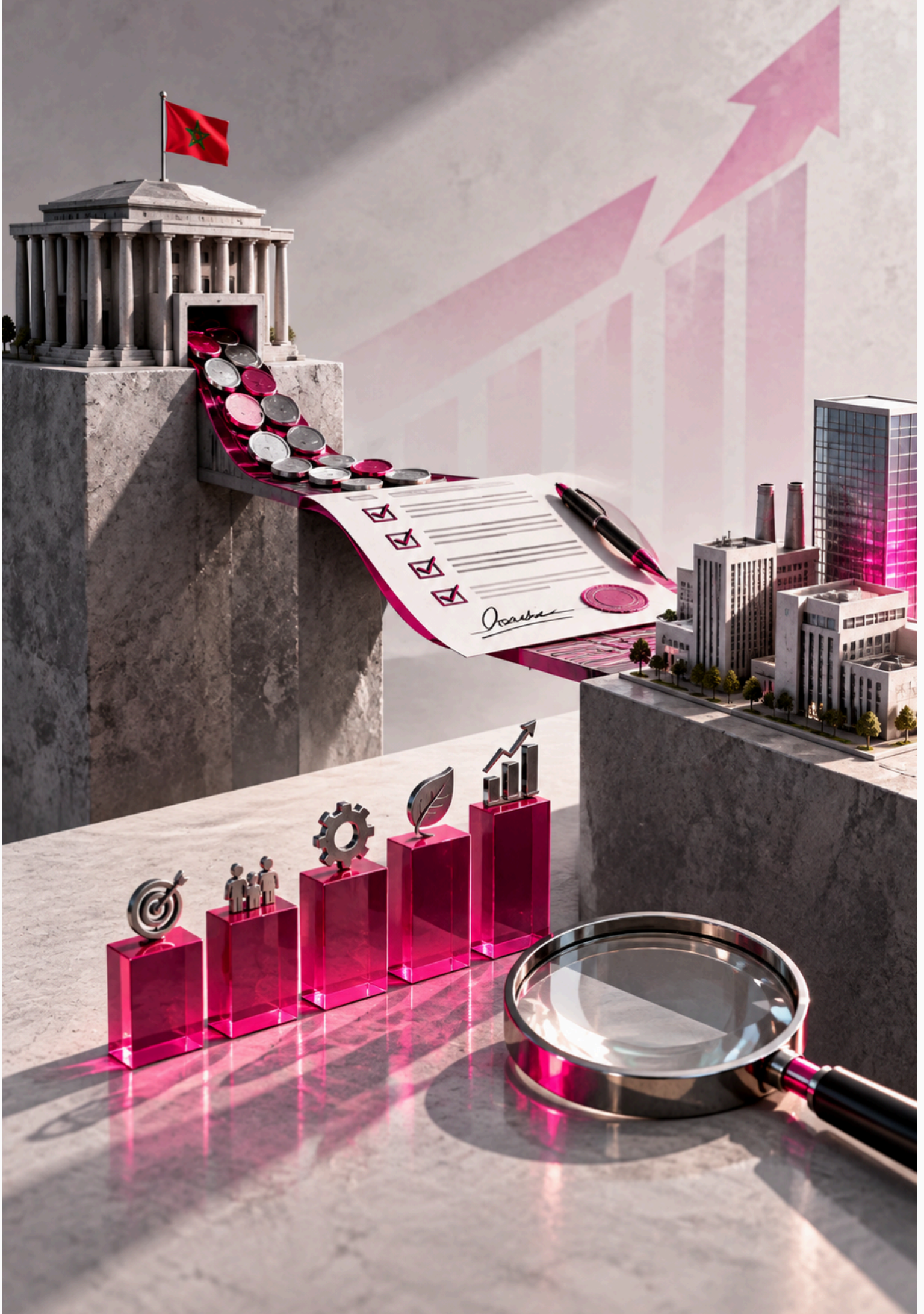
MONOPOLES

le taux de 40 % comme signal politique

La mesure 6 propose de réformer l'impôt sur les sociétés et d'appliquer un taux de 40 % aux situations de monopole. C'est l'une des propositions les plus tranchées de l'axe. Elle cherche manifestement à donner un coût économique à une situation de pouvoir de marché jugée excessive.

Mais le document étudié ne précise pas la définition opérationnelle d'une « situation de monopole », son articulation avec le droit de la concurrence, les secteurs concernés ni les modalités fiscales. Ces précisions seront indispensables pour distinguer monopole juridique, position dominante, rente réglementaire et avantage concurrentiel légitime.

L'enjeu politique dépasse le taux lui-même : il s'agit de dire que la puissance économique ne doit pas permettre de neutraliser la concurrence ou de transférer durablement son coût au consommateur.



CONSEIL DE LA CONCURRENCE ET CONSOMMATEURS

rééquilibrer le marché

Le programme propose de renforcer les missions du Conseil de la concurrence, de réviser la loi sur la liberté des prix et de garantir une protection juridique effective des consommateurs. Ces deux mesures relient directement intégrité économique et pouvoir d'achat.

Un marché concurrentiel n'est pas seulement une affaire d'entreprises. Il concerne le prix payé, la qualité obtenue, l'information disponible et la possibilité de recours. Le consommateur devient donc un acteur de la politique de concurrence.

Le mot « effective » est ici essentiel : la protection juridique ne se mesure pas au nombre de textes mais à la simplicité des recours, à la rapidité des décisions et à la capacité d'obtenir réparation.



DE L'AUTORISATION AU CAHIER

des charges : réduire le pouvoir discrétionnaire

Les mesures 9 et 10 proposent de remplacer la logique de l'autorisation préalable par celle du cahier des charges et de transformer les autorisations et privilèges existants en cahiers des charges transparents. C'est probablement la réforme administrative la plus structurante de cet axe.

Le principe est de déplacer le centre de gravité : plutôt que demander une permission accordée au cas par cas, l'opérateur connaît à l'avance les conditions à respecter. Si ces conditions sont objectives et accessibles à tous, l'espace de négociation informelle se réduit.

Cette transformation ne peut toutefois être automatique dans tous les domaines. Certaines activités nécessitent des autorisations pour des raisons de sécurité, de santé ou de ressources rares. Le programme énonce une direction ; sa mise en œuvre devra distinguer les secteurs et les risques.



HIER

DEMAIN

CAHIER DES CHARGES



OBJECTIFS



CONDITIONS



PROCÉDURES



CRITÈRES



CONTRÔLE



TRANSPARENCE

AUTORISATION

« SILENCE DE L'ADMINISTRATION VAUT ACCORD »

renverser la charge du délai

La mesure 11 prévoit que le silence de l'administration vaut accord. Pour l'utilisateur ou l'entreprise, le changement est considérable : l'inaction administrative ne pourrait plus indéfiniment bloquer une démarche.

Cette règle oblige l'administration à gérer le temps comme une responsabilité.

Elle suppose néanmoins des délais légaux précis, des exceptions explicites et une traçabilité des demandes. Dans certains domaines sensibles, le silence ne peut raisonnablement produire une autorisation automatique.

Bien encadrée, cette mesure peut réduire les files d'attente invisibles, les relances et les marges de négociation informelle qui nourrissent parfois la défiance.



NUMÉRISER POUR TRACER,

pas seulement pour dématérialiser

La mesure 12 veut généraliser la numérisation des procédures afin de réduire le pouvoir discrétionnaire de l'administration. La mesure 13 prévoit des plateformes numériques garantissant l'égalité des chances entre les entreprises.

La promesse est forte : une procédure numérique peut horodater, standardiser, conserver les pièces et rendre les étapes vérifiables.

Mais une mauvaise procédure numérisée reste une mauvaise procédure. La transformation doit donc simplifier avant de dématérialiser.

La question de l'inclusion reste également posée : le numérique ne doit pas créer une nouvelle inégalité pour les citoyens ou petites entreprises moins équipés ou moins à l'aise avec les démarches en ligne.



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

gouverner mieux sans fabriquer une boîte noire

La quatorzième mesure propose de mobiliser l'intelligence artificielle pour améliorer la gouvernance des politiques publiques.

Le programme ouvre ainsi l'anticorruption à des outils capables de détecter des anomalies, rapprocher des données ou mieux évaluer l'action publique.

Mais l'IA peut elle-même produire de l'opacité si ses critères ne sont pas auditables. Son usage dans la décision publique devra donc rester compatible avec l'explicabilité, la protection des données, la possibilité de recours et la responsabilité humaine.

L'intérêt de l'IA ne sera pas de remplacer la responsabilité administrative, mais d'augmenter la capacité de contrôle, de détection et d'évaluation.



LANCEURS D'ALERTE ET INSTITUTIONS DE CONTRÔLE

protéger ceux qui rendent l'information possible

La mesure 15 associe deux leviers : soutenir l'indépendance des institutions de contrôle et protéger les lanceurs d'alerte contre la corruption.

Sans institutions capables d'enquêter et sans personnes suffisamment protégées pour signaler des faits, la transparence reste théorique.

La protection devra être concrète : confidentialité, protection contre les représailles, procédures de signalement et garanties contre les dénonciations abusives. Le programme ne détaille pas ces mécanismes.

Le défi consiste à construire une chaîne de confiance : signaler sans se mettre en danger, enquêter sans pression et conclure avec des décisions compréhensibles.



UN RAPPORT ANNUEL D'INTÉGRITÉ

transformer la promesse en tableau de bord

La seizième mesure prévoit de mettre en œuvre les législations anticorruption et de publier chaque année un rapport sur les indicateurs d'intégrité. C'est potentiellement la mesure qui permet d'évaluer toutes les autres.

Un bon rapport annuel ne devrait pas être un inventaire d'actions.

Il devrait présenter des indicateurs stables : délais, contrôles, déclarations, conflits d'intérêts traités, décisions de concurrence, signalements, suites données, procédures numérisées et résultats obtenus.

La publication régulière crée une mémoire de l'action publique et permet la comparaison d'une année à l'autre. Elle rend possible ce que la confiance exige : vérifier.



LES CINQ TESTS L'ODJ MÉDIA

pour juger la « zéro tolérance »

Premier test : la précision juridique.

Les notions de conflit d'intérêts, monopole, enrichissement illicite, privilège et lanceur d'alerte doivent être définies de manière opératoire.

Deuxième test : la publicité des règles. Critères de soutien public, cahiers des charges, délais administratifs et indicateurs doivent être accessibles et compréhensibles.

Troisième test : l'indépendance du contrôle. Une règle n'a de valeur que si son contrôle n'est pas soumis à celui qu'il doit contrôler. Quatrième test : la traçabilité numérique, avec des garanties sur les données et les recours.

Cinquième test : les résultats publiés, comparables et suivis dans le temps.

Ces cinq tests permettront de distinguer une politique d'intégrité durable d'une succession d'annonces.



CONCLUSION

De la morale publique à l'ingénierie de la confiance

Le deuxième axe du programme est moins moraliste qu'il n'y paraît. Ses 16 mesures cherchent surtout à modifier les mécanismes qui organisent la décision publique et le fonctionnement du marché : déclarer, contractualiser, mettre en concurrence, standardiser, numériser, contrôler et publier.

Sa force est de relier corruption, rente, administration et concurrence. Son défi sera de passer des principes à une ingénierie juridique et institutionnelle suffisamment précise pour éviter les contournements et garantir les droits.

Si le Livre rose n°2 examinait la protection des liens familiaux, celui-ci examine la protection de la règle commune. Dans les deux cas, le sujet de fond est le même : la confiance.

Le Livre rose n°4 abordera son versant économique et quotidien : pouvoir d'achat, classe moyenne, sortie de la pauvreté et logement.





خاتمة

من النزاهة في العمل العام إلى ترسيخ الثقة

يكتسي المحور الثاني من البرنامج طابعًا عمليًا يتجاوز الخطاب الأخلاقي الذي قد يوحي به في ظاهره. فالتدابير الـ 16 تسعى، في المقام الأول، إلى تغيير الآليات التي تنظم عملية اتخاذ القرار العمومي وطريقة اشتغال السوق، من خلال التصريح، والتعاقد، وتعزيز المنافسة، وتوحيد القواعد والإجراءات، والرقمنة، والرقابة، ونشر النتائج.

وتكمن قوة هذا المحور في الربط بين الفساد والريع والإدارة والمنافسة. أما التحدي فيتمثل في الانتقال من المبادئ العامة إلى منظومة قانونية ومؤسسية دقيقة بما يكفي للحد من التحايل على القواعد وضمان الحقوق.

وإذا كان الكتاب الوردي الثاني قد تناول حماية الروابط الأسرية، فإن هذا الكتاب يتناول حماية القواعد المشتركة التي تسري على الجميع. وفي الحالتين، يظل الموضوع الأساسي واحدًا: الثقة. أما الكتاب الوردي الرابع، فسيتناول جانبها الاقتصادي واليومي: القدرة الشرائية، والطبقة المتوسطة، والخروج من الفقر، والسكن.



الاختبارات الخمسة L'ODJ Média

كيف نقيّم «صفر تسامح»؟

الاختبار الأول: الدقة القانونية. يجب تحديد مفاهيم تضارب المصالح، والاحتكار، والإثراء غير المشروع، والامتياز، والمبلغ عن المخالفات، بشكل دقيق وقابل للتطبيق عمليًا.

الاختبار الثاني: وضوح القواعد وإتاحتها. يجب أن تكون معايير الدعم العمومي، ودفاتر التحملات، والآجال الإدارية، والمؤشرات، متاحة وواضحة وقابلة للفهم.

الاختبار الثالث: استقلالية الرقابة. لا تكون للقاعدة قيمة فعلية إذا كانت الجهة المكلفة بمراقبة تطبيقها خاضعة للجهة التي يفترض أن تراقبها.

الاختبار الرابع: قابلية التتبع الرقمي، مع توفير الضمانات اللازمة لحماية البيانات وضمان حق الطعن.

الاختبار الخامس: نشر النتائج وإمكانية مقارنتها وتتبع تطورها بمرور الوقت. ومن شأن هذه الاختبارات الخمسة أن تميز بين سياسة مستدامة لتعزيز النزاهة وبين مجرد سلسلة من الإعلانات.



تقرير سنوي للنزاهة

تحويل التعهد إلى مؤشرات قابلة للقياس

ينص التدبير السادس عشر على تفعيل التشريعات المتعلقة بمكافحة الفساد، ونشر تقرير سنوي حول مؤشرات النزاهة. ويمكن أن يكون هذا التدبير، من حيث المبدأ، أداة لتقييم مختلف التدابير الأخرى.

ولا ينبغي أن يتحول التقرير السنوي الجيد إلى مجرد جرد للإجراءات المتخذة، بل يفترض أن يعرض مؤشرات ثابتة وقابلة للمقارنة، تشمل الآجال، وعمليات الرقابة، والتصريحات، وحالات تضارب المصالح التي تمت معالجتها، وقرارات المنافسة، والتبليغات، والإجراءات المتخذة بشأنها، والإجراءات التي تمت رقمنتها، والنتائج المحققة.

ويسهم النشر المنتظم في تكوين سجل متراكم للعمل العمومي، ويتيح إجراء المقارنة من سنة إلى أخرى. وبذلك يصبح من الممكن تحقيق ما تتطلبه الثقة: التحقق.



المبلفون عن المخالفات وهيئات الرقابة

حماية من يكشفون التجاوزات

يجمع التدبير الخامس عشر بين رافعتين أساسيتين: دعم استقلالية هيئات الرقابة، وحماية المبلفين عن المخالفات من أشكال الفساد. فمن دون مؤسسات قادرة على التحقيق، ومن دون أشخاص يحظون بالحماية الكافية للإبلاغ عن الوقائع، تظل الشفافية مجرد مبدأ نظري.

وينبغي أن تكون الحماية فعلية، من خلال ضمان السرية، والحماية من أي أعمال انتقامية، ووضع إجراءات واضحة للتبليغ، وتوفير ضمانات تحول دون إساءة استخدام آليات التبليغ. ولا يفصل البرنامج هذه الآليات.

ويتمثل التحدي في بناء سلسلة متكاملة من الثقة: التبليغ عن المخالفات دون التعرض للخطر، وإجراء التحقيقات دون ضغوط، والوصول إلى قرارات واضحة ومفهومة.



الذكاء الاصطناعي

تحسين الحكامة مع ضمان الشفافية

يقترح التدبير الرابع عشر توظيف الذكاء الاصطناعي لتحسين حكمة السياسات العمومية. ويفتح البرنامج بذلك مجال مكافحة الفساد أمام أدوات قادرة على رصد الحالات غير العادية، وربط البيانات وتحليلها، وتحسين تقييم السياسات والإجراءات العمومية.

غير أن الذكاء الاصطناعي قد يؤدي بدوره إلى غموض في عملية اتخاذ القرار إذا كانت المعايير التي يعتمد عليها غير قابلة للتدقيق. ولذلك، ينبغي أن يظل استخدامه في القرار العمومي متوافقاً مع إمكانية تفسير آليات عمله، وحماية البيانات، وإمكانية الطعن، وتحمل المسؤولية البشرية.

ولا ينبغي أن يتمثل دور الذكاء الاصطناعي في الحلول محل المسؤولية الإدارية، وإنما في تعزيز قدرات الرقابة والكشف والتقييم.



الرقمنة

تتبع الإجراءات بدل الاكتفاء برقمنتها

يهدف التدبير الثاني عشر إلى تعميم رقمنة الإجراءات، بما يحد من السلطة التقديرية للإدارة. كما ينص التدبير الثالث عشر على إحداث منصات رقمية تضمن تكافؤ الفرص بين الشركات.

ويحمل هذا التوجه وعودًا كبيرة، إذ تتيح الإجراءات الرقمية تسجيل تاريخ ووقت كل خطوة، وتوحيد المساطر، وحفظ الوثائق، وجعل مختلف مراحل العملية قابلة للتحقق. غير أن رقمنة مسطرة غير فعّالة لا تجعلها أكثر فعالية. ولذلك، ينبغي تبسيط الإجراءات أولًا قبل رقمنتها.

كما تظل مسألة الإدماج الرقمي مطروحة، إذ يجب ألا تؤدي الرقمنة إلى خلق شكل جديد من عدم المساواة بين المواطنين أو المقاولات الصغيرة التي تفتقر إلى التجهيزات اللازمة أو تواجه صعوبة في التعامل مع الإجراءات عبر الإنترنت.



"سكوت الإدارة موافقة"

تبسيط المساطر وتسريع الآجال

ينص التدبير الحادي عشر على أن سكوت الإدارة يُعد موافقة، بالنسبة إلى المرتفق أو المقاول، يمثل هذا تغييرًا مهمًا، إذ لن يعود بإمكان التقاعس الإداري أن يؤدي إلى تعطيل المساطر إلى أجل غير محدد.

وتفرض هذه القاعدة على الإدارة التعامل مع الآجال باعتبارها جزءًا من مسؤوليتها، غير أنها تفترض أيضًا تحديد آجال قانونية دقيقة، ووضع استثناءات واضحة، وضمان إمكانية تتبع الطلبات. وفي بعض المجالات الحساسة، لا يمكن منطقيًا أن يؤدي سكوت الإدارة إلى منح ترخيص تلقائي.

إذا أُحسن تأطير هذا التدبير، فإنه يمكن أن يحد من حالات التأخير غير المرئية، وتكرار الاستفسارات والمتابعات، وهوامش التفاوض غير الرسمي التي قد تسهم أحيانًا في تقويض الثقة.

يهدف التدبير الثاني عشر إلى تعميم رقمنة الإجراءات، بما يحد من السلطة التقديرية للإدارة. كما ينص التدبير الثالث عشر على إحداث منصات رقمية تضمن تكافؤ الفرص بين الشركات.

أمس

غداً

دفتر التحملات



الأهداف



الشروط



المساطر



المعايير



المراقبة



الشفافية

ترخيص

من الترخيص إلى دفتر التحملات

الحد من السلطة التقديرية

يقترح التدبيران التاسع والعاشر استبدال منطق الترخيص المسبق بمنطق دفتر التحملات، وتحويل التراخيص والامتيازات القائمة إلى دفاتر تحملات تتسم بالشفافية. ويُعد ذلك على الأرجح من أكثر الإصلاحات الإدارية تأثيرًا في هذا المحور.

ويتمثل المبدأ في نقل مركز القرار: فبدل طلب ترخيص يُمنح على أساس كل حالة على حدة، يصبح بإمكان الفرد معرفة الشروط الواجب احترامها مسبقًا. وإذا كانت هذه الشروط موضوعية ومتاحة للجميع، فإن هامش التفاوض غير الرسمي يتقلص.

غير أن هذا التحول لا يمكن أن يطبق تلقائيًا في جميع المجالات، إذ تتطلب بعض الأنشطة الحصول على تراخيص لأسباب تتعلق بالسلامة أو الصحة أو محدودية بعض الموارد. ولذلك، يحدد البرنامج توجهًا عامًا، فيما ستتطلب عملية التنفيذ التمييز بين القطاعات بحسب طبيعة المخاطر المرتبطة بها.



مجلس المنافسة وحماية المستهلك

نحو سوق أكثر توازناً

يقترح البرنامج تعزيز اختصاصات مجلس المنافسة، ومراجعة القانون المتعلق بحرية الأسعار، وضمان حماية قانونية فعلية للمستهلكين. ويربط هذان التدبيران بشكل مباشر بين النزاهة الاقتصادية والقدرة الشرائية.

فالسوق التنافسي لا يتعلق بالشركات وحدها، بل يهم أيضاً السعر الذي يدفعه المستهلك، وجودة ما يحصل عليه، والمعلومات المتاحة له، وإمكانية اللجوء إلى آليات التظلم. ومن ثم، يصبح المستهلك طرفاً فاعلاً في سياسة المنافسة.

وتكتسي كلمة «فعالية» أهمية خاصة هنا، إذ لا تُقاس الحماية القانونية بعدد النصوص المعتمدة، وإنما بسهولة اللجوء إلى آليات التظلم، وسرعة البت في الشكاوى، والقدرة على الحصول على تعويض.



الاحتكارات

ضريبة بنسبة 40% ودلالاتها السياسية

وتظل هذه التوضيحات ضرورية للتمييز بين الاحتكار القانوني، والوضعية المهيمنة، والريع الناتج عن التنظيم، والميزة التنافسية المشروعة.

وتتجاوز المسألة السياسية هنا نسبة الضريبة في حد ذاتها، إذ يتعلق الأمر بالتأكيد على أن القوة الاقتصادية لا ينبغي أن تتيح إقصاء المنافسة أو تحميل المستهلك كلفتها بشكل مستمر.

يقترح التدبير السادس إصلاح الضريبة على الشركات وتطبيق معدل ضريبي بنسبة 40% على حالات الاحتكار. ويُعد هذا المقترح من أكثر تدابير المحور حسماً، إذ يبدو أنه يسعى إلى تحميل وضعية الهيمنة على السوق، عندما تُعتبر مفرطة، كلفة اقتصادية واضحة.

لكن الوثيقة محل الدراسة لا تحدد بشكل دقيق المقصود عملياً بـ«حالة الاحتكار»، ولا توضح علاقتها بقانون المنافسة، أو القطاعات المعنية، أو الكيفية التي سيُطبق بها المعدل الضريبي.



الدعم العمومي

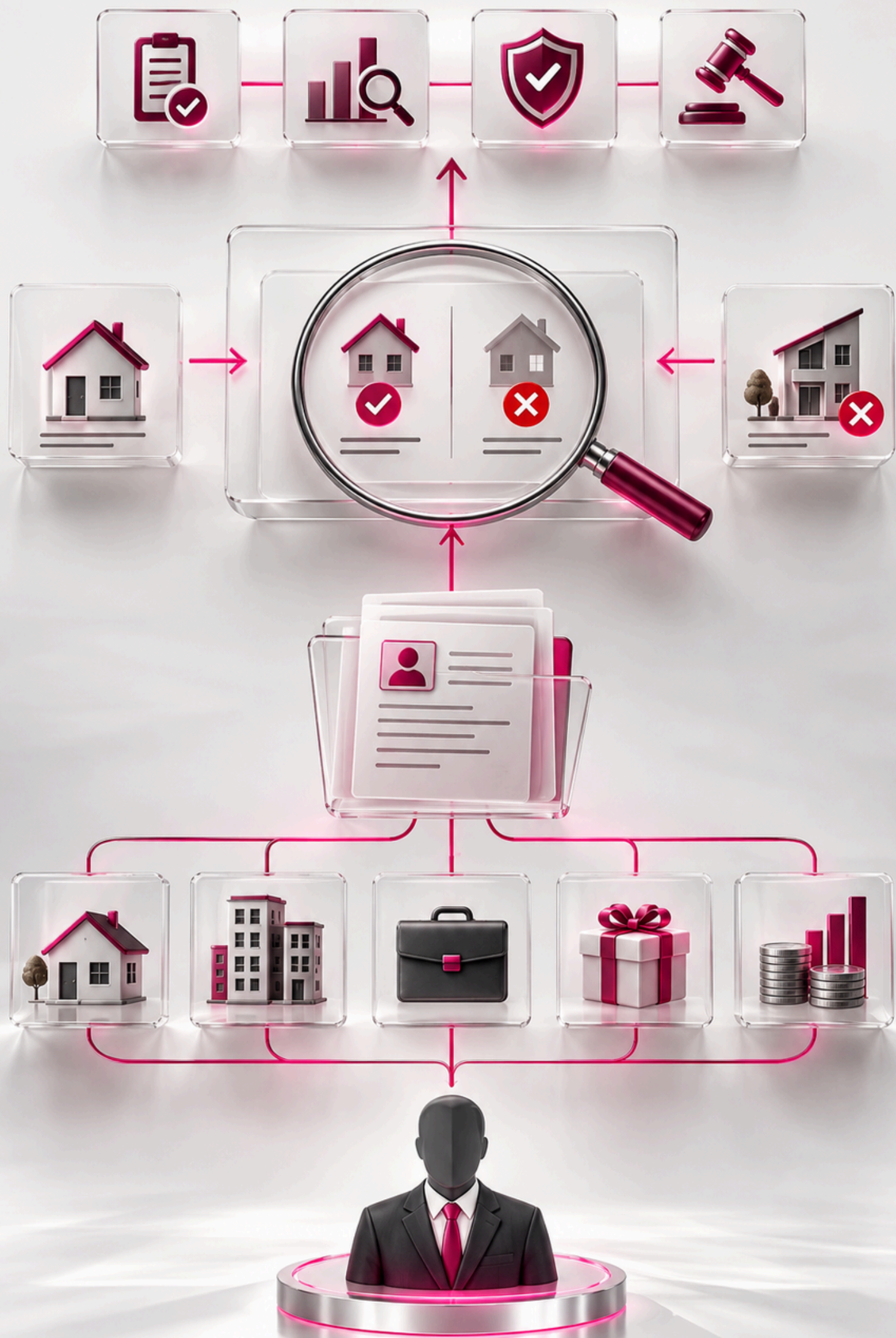
من الدعم الضمني إلى التعاقد الصريح

والأهداف المتوخاة، ومدته، والنتائج
المنتظرة. غير أن التعاقد لا يضمن
الشفافية بمجرد اعتماده، بل يقتضي
أيضاً إعلان المعايير بوضوح، وإخضاع
تنفيذ الالتزامات لتقييم فعلي.

وبذلك، يمكن النظر إلى هذا التدبير
باعتباره أداة لمكافحة الفساد، وفي
الوقت نفسه وسيلة لتعزيز فعالية
الإنفاق العمومي

يقضي التدبير الخامس بربط الاستفادة من
الدعم العمومي بمعايير واضحة ومحددة ضمن
إطار تعاقدية. ويتعلق الأمر بجانب حساس من
العلاقة بين الدولة والاقتصاد، إذ ينبغي أن
تستند الإعانات والامتيازات والتسهيلات
ومختلف أشكال الدعم إلى أهداف واضحة
والالتزامات محددة في المقابل.

ويمكن للتعاقد أن يجعل الإنفاق العمومي أكثر
وضوحاً، من خلال تحديد قيمة الدعم، والمستفيد
منه،



الذمة المالية والإثراء غير المشروع من التصريح إلى الرقابة الفعلية

ينص التدبير الرابع على تعزيز التصريح بالامتلاك ومكافحة الإثراء غير المشروع. وهنا أيضًا، تكتسي كلمة «تعزيز» أهمية خاصة، إذ لا تكون للتصريح قيمة فعلية إلا إذا كان نطاقه محددًا بوضوح، وكان من الممكن التحقق من مضمونه، وكانت الفوارق غير المبررة تفضي إلى إجراءات واضحة ومعلومة.

ولا يحدد البرنامج تفاصيل آليات الرقابة، أو الجهة المختصة بها، أو دورية التصريح، أو قواعد نشر المعلومات المتعلقة به. غير أن هذه العناصر هي التي ستحدد في نهاية المطاف مدى فعالية المنظومة.

ومن ثم، سيكون من المفيد أن ينتقل النقاش الانتخابي من الحديث عن النوايا إلى البحث في كيفية تطبيق الإجراء عمليًا: من يصرّح؟ وبماذا؟ ولمن؟ وكم مرة؟ وما آليات الرقابة؟ وما النتائج المترتبة عن ذلك؟



تضارب المصالح

كشف العوامل المؤثرة في القرار

ولا يتطرق البرنامج إلى هذه التفاصيل، غير أن السؤال الأساسي يظل مرتبطاً بالوقاية، فتضارب المصالح لا يعني بالضرورة وجود فساد مثبت، وإنما يتعلق بوضعية ينبغي رصدها وتدبيرها قبل أن تؤثر في نزاهة القرار العمومي.

ينص التدبير الرابع على تعزيز التصريح بالامتلاكات ومكافحة الإثراء غير المشروع. وهنا أيضاً، تكتسي كلمة «تعزيز» أهمية خاصة، إذ لا تكون للتصريح قيمة فعلية إلا إذا كان نطاؤه محدداً بوضوح، وكان من الممكن التحقق من مضمونه، وكانت الفوارق غير المبررة تفضي إلى إجراءات واضحة ومعلومة.

ولا يحدد البرنامج تفاصيل آليات الرقابة، أو الجهة المختصة بها، أو دورية التصريح، أو قواعد نشر المعلومات المتعلقة به. غير أن هذه العناصر هي التي ستحدد في نهاية المطاف مدى فعالية المنظومة.

ومن ثم، سيكون من المفيد أن ينتقل النقاش الانتخابي من الحديث عن النوايا إلى البحث في كيفية تطبيق الإجراءات عملياً: من يصرّح؟ وبماذا؟ ولمن؟ وكم مرة؟ وما آليات الرقابة؟ وما النتائج المترتبة عن ذلك؟

يقترح التدبيران الثاني والثالث سنّ قانون بشأن تضارب المصالح، وتحديد حالات عدم التوافق، واعتماد نظام موسع للتصريح بالمصالح. ويعكس ذلك تحولاً في المنظور: إذ لا ينبغي انتظار إثبات حصول منفعة غير مستحقة حتى يُطرح التساؤل بشأن وضعية قد تؤثر في حيادية القرار.

وتتطلب سياسة فعالة تحديد الأشخاص المعنيين بدقة، والمصالح الواجب التصريح بها، وقواعد نشر هذه التصريحات أو الحفاظ على سريتها، وآليات التنحي عن المشاركة في اتخاذ القرار عند وجود تضارب في المصالح، فضلاً عن العقوبات المترتبة عن عدم التصريح.



المسؤولية والمحاسبة

ربط القرار بنتائجه

وبالنسبة إلى L'ODJ Média، فإن المؤشر الأهم بسيط: هل يمكن تتبع القرار العمومي من صاحبه والمعايير التي استند إليها، وصولاً إلى نتائجه وتقييمه، ثم تصحيحه عند الضرورة؟

يدعو التدبير الأول إلى التطبيق الصارم لمبدأ الربط بين المسؤولية والمحاسبة في مختلف مواقع التدبير. ويشكل هذا المبدأ أساس المحور برمته: فمن يتخذ القرار يجب أن يكون قادراً على تفسيره، وتحمل نتائجه، والخضوع للمحاسبة عن أي إخلال محتمل

ولا يقتصر التحدي هنا على وضع القواعد القانونية، فالمحاسبة الفعالة تفترض تحديد المسؤوليات بشكل واضح، وإتاحة البيانات، والاستفادة الفعلية من عمليات التدقيق، ووضوح الإجراءات التي تترتب على نتائجها. وبدون ذلك، قد يظل هذا المبدأ مجرد صيغة مؤسسية يصعب على المواطن التحقق من مدى تطبيقها.



"صفر تسامح"

حين يتحول الشعار إلى منهج
معتمد

ينظم البرنامج هذا المحور ضمن أربع مجالات رئيسية: المسؤولية والمحاسبة ؛ والمنافسة العادلة وتفكيك اقتصاد الريع؛ والانتقال من نظام الترخيص إلى دفتر التحملات؛ ثم الشفافية والرقمنة وحماية المبلّغين عن المخالفات.

وتكتسي هذه البنية أهمية خاصة، لأنها تعني أن الفساد لا يُنظر إليه باعتباره مجرد مخالفة فردية، بل باعتباره ظاهرة قد تساهم في إنتاجها أيضًا بعض الظروف المؤسسية، من قبيل عدم وضوح قواعد تضارب المصالح، والامتيازات، والتراخيص الخاضعة للسلطة التقديرية، وعدم تكافؤ المعلومات، أو الإجراءات الإدارية التي تفتقر إلى قابلية التتبع.

ومن ثم، فإن مصداقية شعار «صفر تسامح» ستُقاس بمدى القدرة على تحويل هذه المبادئ إلى قواعد واضحة، قابلة للتطبيق والرقابة، وملزمة لجميع الأطراف.



الثقة أساس الديمقراطية

بعد الأسرة والحماية من المخاطر اليومية، يتناول الكتاب الوردي الثالث المحور الثاني من البرنامج، المخصص لمكافحة الفساد والامتيازات الاقتصادية وتضارب المصالح. ويضم هذا المحور 16 تدبيراً، يجمع بينها التركيز، لا على العقاب الصارم وحده، وإنما على الحد من مواطن الغموض التي قد تسمح بالتجاوزات، وذلك من خلال توضيح المسؤوليات، وإظهار المصالح المتداخلة، وتأطير الاستفادة من الامتيازات العمومية، وتعزيز المنافسة، والحد من السلطة التقديرية، ونشر النتائج.

وتنسجم هذه القراءة مع الفكرة السياسية التي يقوم عليها الخطاب التقديمي للبرنامج: فالثقة لا تُفرض بقرار، وإنما تُبنى بمدى قدرة المؤسسات على إثبات أن القواعد تُطبق على الجميع، وأن تحمل المسؤولية يترتب عليه الخضوع للمساءلة، وأن الولوج إلى الإدارة أو السوق لا يتوقف على امتيازات غير معلنة.

وتتطرق هيئة تحرير L'ODJ Média للتدابير الـ 16 باعتبارها منظومة مترابطة، مع التمييز بين ما ينص عليه البرنامج صراحة وما لا يزال يحتاج إلى مزيد من التوضيح والتوثيق، ولا سيما ما يتعلق بالإطار القانوني، والإجراءات، ووسائل الرقابة، والعقوبات، والجدول الزمني، ومؤشرات التقييم





ملاحظة تحريرية

هذا الكتاب الوردي عبارة عن إصدار عن هيئة تحرير L'ODJ Média، ويقدم قراءة صحفية وتحليلية للمحور الأول من البرنامج التشريعي لحزب الاستقلال للفترة 2026-2031. ولا يُعد هذا الإصدار منشورًا رسميًا للحزب، ولا إعادة نشر لبرنامجهم، ولا وثيقة انتخابية صادرة عنه. كما أن النسخة الفرنسية المعتمدة في هذا الإصدار ترجمة أولية أُنجزت انطلاقًا من النص الأصلي باللغة العربية، ولا تحل محل النسخة الأصلية أو تمثل ترجمة رسمية عنها.

LODj



لنخبرك By LODj فجيك

تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصتنا، ولا تفوتوا أي خبر



www.lodj.info

تمهيد — الثقة أساس الديمقراطية

1. " صفر تسامح " : حين يتحول الشعار إلى منهج معتمد
2. المسؤولية والمحاسبة : ربط القرار بنتائجه
3. تضارب المصالح : كشف العوامل المؤثرة في القرار
4. الذمة المالية والإثراء غير المشروع : من التصريح إلى الرقابة الفعلية
5. الدعم العمومي : من الدعم الضمني إلى التعاقد الصريح
6. الاحتكارات : ضريبة بنسبة 40% ودلالاتها السياسية
7. مجلس المنافسة وحماية المستهلك : نحو سوق أكثر توازناً
8. من الترخيص إلى دفتر التحملات : الحد من السلطة التقديرية
9. " سكوت الإدارة موافقة " : تبسيط المساطر وتسريع الآجال
10. الرقمنة : تتبع الإجراءات بدل الاكتفاء برقميتها
11. الذكاء الاصطناعي : تحسين الحكامة مع ضمان الشفافية
12. المبلّغون عن المخالفات وهيئات الرقابة : حماية من يكشفون التجاوزات
13. تقرير سنوي للنزاهة : تحويل التعهد إلى مؤشرات قابلة للقياس
14. الاختبارات الخمسة لـ L'ODJ Média : كيف نقيّم «صفر تسامح»؟

الخلاصة — من النزاهة في العمل العام إلى ترسيخ الثقة

LODJ

المكتاب الوردي

كيف نعيد بناء
الثقة؟

طفرة تسامح مع الفساد والريع وتضارب المطالح



قراءة تحليلية للتدابير الـ 16 للمحور الثاني
من البرنامج التشريعي 2026-2031

إصدار عن هيئة تحرير L'ODJ MEDIA
شتنبر 2026